

P. 6 Grand format
ADN en Picardie :
une accélération
des demandes

P. 8 D'intérêt général
La proximité au service
de l'autonomie
des jeunes

P. 13 Traits d'union
La Banque des Territoires
et le groupe La Poste
lancent Movivolt

postéo

HAUTS-DE-FRANCE



le billet de...



Georges de Wazières,
délégué régional du groupe La Poste
en Hauts-de-France

Fidèles à l'esprit du **Postéo Hauts-de-France**, nous vous proposons dans ce nouveau numéro des exemples qui illustrent la capacité de La Poste à accompagner les élus et les techniciens des collectivités dans la mise en œuvre des politiques publiques.

Vous découvrirez en page 6 comment la **nouvelle loi 3DS (différenciation, décentralisation, déconcentration et simplification de l'action publique locale)** incite les communes de moins de 2000 habitants à nommer et à numéroté l'ensemble des voies dans le cadre d'une base

nationale des adresses et comment La Poste, grâce à son expertise et à sa connaissance du terrain, accompagne les communes par la mise en place de solutions clés en main.

Engagé au service de toute la société, le groupe La Poste agit au quotidien pour proposer une approche durable dans les secteurs écologiques et énergétiques. En page 13, vous pourrez lire comment, en partenariat avec la Banque des Territoires, La Poste accélère le déploiement de véhicules électriques en France et contribue à amplifier l'impact positif sur l'environnement (climat, qualité de l'air, ressources, économie circulaire, circuits courts).

Enfin, soutenir la dynamique économique du territoire régional est au cœur de l'ADN postal. L'article en page 14 est consacré à la création d'un fonds de capital venture destiné à financer les start-up. Depuis huit ans, le groupe La Poste collabore avec les start-up, notamment au travers de son programme French IoT, solutions connectées à impact, mais aussi de Coups de cœur #FemmesduNumérique ou platform58, l'incubateur de La Banque Postale.

Bonne lecture.



Certaines photos du magazine ont été prises avant la crise sanitaire.

Le cahier régional de **Postéo** est édité par la délégation régionale du groupe La Poste des Hauts-de-France – **Directeur de la publication** : Georges de Wazières. **Directrice de la rédaction** : Marie Lac. **Rédacteur en chef** : Laurent Legendre. **Rédacteurs** : Christelle Pommart, Franck Cislini, Camille Lebas, Damien Auger, Claudia Mirisola. **Crédits photo** : Delphine Vanlierde, Camille Lebas, Damien Auger, Claudia Mirisola, Christelle Pommart, Adobe Stock, Banque des Territoires. **Pages nationales – Directrice de la publication** : Marie-Aude Dubanchet. **Directrice de la rédaction** : Fabienne Rougeot. **Rédactrice en chef** : Aurélie Dehecq. **Crédits photo** : Make.org, médiathèque du groupe La Poste, DR. Mentions légales La Poste. **Conception et réalisation** : HAVAS PARIS. **Imprimerie** : Gutenberg Networks. Imprimé en France. **Dépôt légal** : juin 2022. Ce magazine est imprimé sur du papier issu de sources responsables. Dans cette publication, le masculin est le plus souvent utilisé comme représentant des deux sexes sans discrimination à l'égard des femmes et des hommes, et dans le seul but d'alléger le texte.

HAUTS-DE-FRANCE

Facteur de fierté

24

C'est le nombre de plateformes courrier dans les Hauts-de-France. Cela comprend notamment 12 plateformes de distribution du courrier et 5 plateformes de préparation et de distribution du courrier.



RSE

Une seconde vie pour des sacoches

Soutenir des projets d'économie circulaire dans le cadre de sa politique de responsabilité sociétale des entreprises (RSE) est au centre des préoccupations de La Poste. À ce titre, le groupe La Poste a signé une convention de partenariat avec l'association La Recyclerie sportive, à Massy, le 25 mars pour le réemploi des sacoches des vélos à assistance électrique des facteurs. Dans ce cadre, plusieurs établissements postaux des Hauts-de-France disposent de sacoches remises qu'ils sont prêts à céder en vue de leur réemploi pour un autre usage (upcycling). Les sacoches visées par cette convention de partenariat, une centaine à la date de la signature, seront redistribuées dans les boutiques solidaires de La Recyclerie sportive implantées dans les quartiers prioritaires.



PRÉSENCE

Des parlementaires chez Colissimo

La délégation régionale du groupe La Poste a organisé une réunion de présentation de la stratégie postale et une visite de la plateforme Colissimo des Hauts-de-France, située à Douvrin, auxquelles des députés et des sénateurs du Pas-de-Calais ont assisté. Les parlementaires ont échangé sur la stratégie de l'entreprise ainsi que sur le contrat de présence postale, qui régit les règles de transformation de l'activité postale et particulièrement celle des bureaux de poste. Les nouveaux services que La Poste déploie localement, comme la tablette pour les seniors (Ardoiz) ou encore le portage de repas à domicile, ont été présentés. Des rencontres individuelles avec les parlementaires ont permis d'affiner les informations au niveau de leurs territoires respectifs.



EN SAVOIR PLUS
<https://bit.ly/3Nun2LM>

Chiffre clé

11 M€

C'est le montant total du financement de la présence postale dans les Hauts-de-France pour 2022. Cette enveloppe, répartie par département, permet de financer les points de contact partenaires et les îlots numériques.



CONCERTATION

Dialogue avec les élus

En mars, les réunions des Commissions départementales de présence postale territoriale (CDPPT) ont eu lieu pour les cinq départements de la région. Instances privilégiées de dialogue avec les élus, informées par La Poste sur l'ensemble des projets, elles ont trois missions majeures : donner un avis sur les projets de La Poste (modernisation du réseau, évolution des points de contact...), faire ressortir les besoins des populations et négocier les priorités départementales d'attribution du fonds de péréquation. Les CDPPT disposent d'autonomie dans la gestion du fonds de péréquation. Elles sont composées de huit membres, nommés pour la durée du contrat : quatre conseillers municipaux, deux conseillers départementaux et deux conseillers régionaux.



NUMÉRIQUE

La Poste aux Assises du numérique

La Communauté urbaine d'Arras a organisé ses Assises du numérique pour définir sa stratégie. Trois grandes thématiques ont été abordées dont l'inclusion numérique et le numérique au service de l'environnement. Plus de 500 participants se sont inscrits pour les deux jours des Assises. L'occasion pour l'équipe commerciale de la direction des ventes entreprises du Nord de présenter l'ensemble des solutions au service des collectivités. Un partenariat d'inclusion numérique dans les territoires ruraux est en cours de réflexion avec la branche Grand Public et Numérique, la branche Services-Courrier-Colis et la direction régionale du groupe La Poste des Hauts-de-France pour déployer les offres de L'Identité Numérique et la création d'adresses e-mails auprès des publics fragiles.

Chiffre clé

53%

C'est la part de femmes dans l'ensemble des branches de La Poste dans les Hauts-de-France.



PHILATÉLIE

Villers-Cotterêts à l'honneur

À l'occasion de la pré-inauguration de la Cité internationale de la langue française, Roselyne Bachelot, alors ministre de la Culture, est venue à Villers-Cotterêts le 16 mars dernier pour inaugurer la première œuvre réalisée dans le cadre du programme de soutien à la conception et à la réalisation de projets artistiques. Mme la ministre a également visité le chantier de restauration du château François I^{er}, notamment le logis royal. Pour fêter cet événement, La Poste a émis un timbre et a réalisé une opération de vente en avant-première. Le timbre représente le château, classé au titre des monuments historiques, qui fait l'objet d'importants travaux de restauration et d'aménagement pour accueillir la future Cité internationale de la langue française.



PARITÉ

Directrice de plateforme industrielle

Christelle Jacques, ingénieure de formation, occupe une fonction majoritairement tenue par des hommes, puisqu'elle est l'une des six directrices de plateforme industrielle courrier (PIC) sur les 27 que compte ce métier. Depuis quatre ans, elle est à la tête d'une équipe de 300 personnes qui travaillent à la PIC de Roye, dans la Somme. Christelle Jacques s'identifie elle-même comme une directrice d'usine (même si le terme n'est pas utilisé à La Poste), et cela par la typologie d'activités, de métiers et la gestion d'un parc important de machines modernes. Pour Christelle Jacques : « À La Poste, les parcours sont essentiellement guidés par les compétences, le genre n'est pas un sujet. » Le site de Roye en est un bel exemple puisqu'il représente une parfaite parité dans les différents métiers.

La Poste aide les communes dans la dénomination et la numérotation des voies

Partout sur le territoire, certaines habitations ne disposent pas d'une adresse précise. Parfois même, on retrouve des voies homonymes au sein d'une même commune. Ce cas de figure est en augmentation ces dernières années, notamment avec les fusions de communes. La nouvelle loi 3DS incite les communes de moins de 2 000 habitants à nommer et à numéroté l'ensemble des voies dans le cadre d'une base nationale des adresses. Cette formalité est indispensable à la géolocalisation, pour faciliter l'accès aux secours, à la fibre ou encore aux livraisons. Grâce à son expertise et à sa connaissance du terrain, La Poste accompagne les communes sur la mise en place d'une base adresse locale et propose une solution clés en main. C'est ADN : l'aide à la dénomination et à la numérotation des voies.

G.R.A.N.D.
F.O.R.M.A.T



« Lorsque j'ai été élu, en 2014, je me suis aperçu que la numérotation des voies était très disparate, notamment dans la zone artisanale. Cela concernait l'adressage, aussi ai-je contacté La Poste et rencontré un responsable commercial du secteur, qui, après avoir analysé ma problématique, m'a présenté la solution d'aide à la numérotation des voies. À l'époque, en 2016, suite au diagnostic de La Poste, en particulier concernant les nouvelles constructions entre habitations déjà existantes, nous sommes partis sur de la numérotation "métrique" sur certaines rues, plus pratique. Plus récemment, j'ai de nouveau fait appel à La Poste pour une aide sur la fiabilisation des informations sur la BAN. Nous en avons profité pour renommer certaines voies homonymes (rue et chemin de...), pour éviter les confusions et faciliter ainsi l'accès des secours, par exemple. »

Claude Vitry,
maire de Poulainville (80)

« L'adressage concerne à ce jour 96 communes dans les Hauts-de-France dont 75% pour la Picardie. Avec l'installation de la fibre, l'adressage est absolument nécessaire. Nous assistons d'ailleurs depuis un an et demi à une accélération des demandes. La première étape consiste en un diagnostic complet et exhaustif des signalisations de la commune avec une enquête de terrain, réalisée par un expert de La Poste. Dans un deuxième temps, nos équipes remettent à la commune un rapport d'audit précis avec des préconisations pour résoudre les problèmes d'adressage. Enfin, après validation du rapport d'audit par le conseil municipal, les adresses impactées sont fiabilisées dans un outil cartographique. Une fois validées, ces données viennent enrichir la base adresse nationale (BAN), base de données gouvernementale contenant la correspondance entre adresse postale et position géographique. »

Philippe Samyn,
responsable des offres
courrier et expert en adressage



96 communes
des Hauts-de-France
sont accompagnées
par La Poste pour améliorer
la qualité de l'adressage.

La solution ADN au service
des collectivités locales.



La proximité au service de l'autonomie des jeunes

Aujourd'hui, la jeunesse doit faire face à un futur toujours plus incertain. Pour l'aider à s'émanciper, le groupe La Poste renforce les offres et services qui lui sont dédiés et multiplie ses actions dans les territoires, de la scolarité jusqu'à leur insertion professionnelle.

Au contact quotidien de millions de Français, La Poste connaît les traits de caractère de la jeunesse : adepte du numérique, exigeante en matière d'expérience client, habituée à la gratuité... Elle sait aussi qu'au-delà de quelques points communs les jeunes n'ont pas tous les mêmes besoins selon leur âge, leur niveau d'éducation, leur lieu de vie ou leur maîtrise du numérique, par exemple.

Que chacun trouve une place dans la société

Favoriser l'inclusion sociale est l'un des quatre axes de la politique d'engagement sociétal du groupe La Poste, dont les jeunes sont les premiers bénéficiaires. Dès l'école, La Poste les accompagne en déployant le service d'éducation Pronote, en les équipant de tablettes éducatives Sqool ou en accueillant de nombreux stagiaires de troisième.

Cet accompagnement se poursuit dans le secondaire et au-delà. Ainsi, le groupe soutient de jeunes élèves talentueux issus de milieux modestes grâce à L'Envol, le campus de La Banque Postale, accueille de nombreux alternants, participe aux dispositifs #1jeune1solution, #1jeune1mentor. En 2021, plus de 4 300 stagiaires ont été accueillis, 5 708⁽¹⁾ nouveaux contrats d'alternance ont été signés, et 350 postiers sont devenus mentors de jeunes scolarisés ou en phase d'insertion professionnelle. Partenaires de la Grande Cause #SolutionsJeunes (voir ci-contre), le groupe La Poste et la Caisse des Dépôts se mobilisent pour faire émerger les solutions qui permettront à chacun de trouver sa place dans la société. Mobilisation qui se concrétise dans les territoires au travers de partenariats avec des acteurs implantés localement

(Réseau des Écoles de la 2^e chance, Enactus, Entreprendre pour apprendre, FACE, missions locales). Pour offrir une réponse à tous et partout.

Une offre qui s'adapte aux besoins des jeunes

Proposer aux jeunes des offres dédiées et attractives est une priorité du plan stratégique « La Poste 2030, engagée pour vous ». Prêts étudiants, comptes bancaires Ma French Bank et/ou La Banque Postale, L'Identité Numérique La Poste pour sécuriser les démarches en ligne... La Poste adapte continuellement son offre en misant sur les échanges et sa proximité physique et numérique toujours plus forte. À l'automne 2021, une tournée événementielle à la rencontre de 1,4 million d'étudiants dans 11 grandes villes universitaires et une campagne d'affichage « Les jours ou jamais » ont été organisées dans les campus et les lycées. Les bureaux de poste, partie prenante du dispositif, ont relayé ce temps fort auprès des jeunes partout en France.

(1) Périmètre groupe La Poste en France.

Trouver les nouvelles priorités d'action pour les jeunes



Aux côtés de la Caisse des Dépôts, La Poste est partenaire de la Grande Cause #SolutionsJeunes. Cette initiative doit faire émerger des actions en faveur de l'émancipation des jeunes, pour aider chacun à trouver sa place dans la société. L'opération réunit 50 acteurs de la société civile (entreprises, médias, associations, universités) autour d'une grande consultation et d'ateliers de concertation et de coconstruction permettant de transformer les idées prioritaires en actions concrètes. Ces actions seront ensuite étudiées et enrichies jusqu'en mars 2023, pour aboutir à un plan national de 5 à 10 actions déployées à l'échelle nationale. La consultation a rencontré un vif succès avec 300 000 participants et 500 000 votes pour 2 400 propositions. La Poste y a pris une part active (100 000 votes) en incitant ses équipes et ses clients à participer.

Témoignage

« Dans la mesure où nous sommes sur un regroupement pédagogique éclaté⁽¹⁾ dans lequel les enfants peuvent être dans deux ou trois villages différents, la solution Pronote Primaire de La Poste fluidifie les échanges entre les familles, les communes et les enseignants. Pronote nous aide à gérer tout ce qui touche aux activités périscolaires telles que la cantine ou la garderie. »

Robert Renault,
secrétaire du syndicat
du regroupement pédagogique
intercommunal
de Mons-en-Montois (Seine-et-Marne)

* Communes de Mons-en-Montois, Cessoy-en-Montois, Sognolles-en-Montois et Lizines (Seine-et-Marne)

L'École de la 2^e chance (E2C) de Marseille et La Poste œuvrent pour l'insertion des jeunes

Grâce au partenariat signé avec La Poste, l'École de la 2^e chance de Marseille renforce son offre de solutions pour accompagner les jeunes de la filière logistique dans leur insertion professionnelle. Ce partenariat a permis l'ouverture au sein du campus de Saint-Louis d'une salle d'examen du Code de la route qui peut accueillir l'ensemble des jeunes du quartier.

La situation des jeunes au regard de l'emploi et de la formation

11,7 millions

de personnes résidant en France au 1^{er} janvier 2021 ont entre 15 et 29 ans, ce qui représente 17,3 % de la population totale.

Source : Insee, 2021.

1,6 million

de jeunes n'étaient « ni en emploi, ni en études, ni en formation », en 2020.

Source : Insee, 2021.

29,2 %

des 15-29 ans se déclarent peu ou pas compétents en matière de gestion administrative numérique.

Source : Baromètre du numérique, Arcep, 2020.

LA POSTE, PARTENAIRE DES JEUNES

Des bancs de l'école à l'insertion dans la vie professionnelle, La Poste est aux côtés des jeunes, à chaque moment clé de leur vie, pour les aider à prendre leur envol et à développer leur potentiel.



Scolarité

+ de 200 millions

de connexions par mois à Pronote, la plateforme d'e-éducation de La Poste qui fait le lien entre l'école et les parents⁽¹⁾.

30 000

écoles concernées par le lancement de Pronote Primaire⁽²⁾.

+ de 650 000

tablettes éducatives Sqool déployées aujourd'hui en France dans les écoles, collèges et lycées.

897

jeunes élèves issus de milieux modestes accompagnés depuis 2012 par L'Envol.

Formation

4 300

stagiaires accueillis par La Poste en 2021, dont 12 % sont issus des quartiers prioritaires de la politique de la ville.

5 708

jeunes en contrat d'apprentissage accueillis par le groupe La Poste en France en 2021.

+ de 800

stagiaires de 3^e accueillis dans des établissements postaux en 2021.

3 centres

de formation en alternance (CFA) Formaposte accompagnent près de 70 % des alternants de La Poste.

Vie étudiante

37 campus

visités dans le cadre du Campus Tour pour aller à la rencontre des jeunes.

10 services

extra-bancaires gratuits destinés aux jeunes de 18 à 29 ans avec le nouveau Pass Jeune de La Banque Postale.

750 sites

postaux de passage à l'examen théorique général du permis de conduire.

1 euro

La Banque Postale propose le prêt permis de conduire à 1 euro par jour.

Insertion professionnelle

2 700 jeunes

de moins de 25 ans embauchés par le groupe La Poste en France en 2021.

350

postiers sont devenus mentors de jeunes scolarisés ou en phase d'insertion professionnelle.

8 000 solutions dédiées aux jeunes

Dans le cadre du plan #1jeunesolution lancé par les pouvoirs publics, La Poste se mobilise pour accompagner les 16-25 ans au travers de 8 000 solutions (recrutements en CDI ou en CDD, en alternance, en contrats d'apprentissage et de professionnalisation). Objectif : former et insérer les jeunes dans l'emploi en leur offrant des perspectives professionnelles au sein du groupe La Poste.

(1) Selon le classement d'App Annie, société spécialisée dans l'analyse de données mobiles.

(2) Déploiement par Docaposte en février 2021.

Traits d'union

#décarboner

La transition écologique et énergétique irrigue toutes les actions du groupe. Pionnière avec l'une des plus importantes flottes de véhicules électriques, avec le service Movivolt La Poste ambitionne de soutenir et d'amplifier cet impact positif sur l'environnement.

P. 13

#accompagner

Lutter contre toutes les formes d'exclusion est au cœur des préoccupations du groupe La Poste. Permettre aux allocataires de l'association FACE de découvrir l'organisation postale et ses nombreux métiers contribue à renforcer le lien social.

P. 12

#dynamiser

La Poste crée un fonds de financement des start-up au bénéfice commun de l'économie régionale. L'objectif est de participer financièrement au développement de ces dernières à un moment crucial de leur croissance.

P. 14

#connecter

Le numérique est au cœur de la stratégie de diversification de l'entreprise. La Poste met en place des conseillers numériques. Stéphanie Rodrigues devient la première conseillère numérique de La Poste dans les Hauts-de-France.

P. 15



#accompagner

La plateforme courrier de Fourmies reçoit l'association FACE Thiérache

La plateforme courrier de Fourmies a reçu la visite d'allocataires et de chargés de mission de la Fondation agir contre l'exclusion (FACE) Thiérache le 24 mars dernier.

La Poste est engagée dans la lutte contre l'exclusion, c'est pourquoi Élodie Vandenberghe (directrice de la plateforme courrier Sambre-Avesnois), sollicitée par la Fondation, a ouvert ses portes, pour faire découvrir son site et les métiers aux allocataires. Aline et Roxane, chargées de mission emploi pour FACE Thiérache, expliquent : « Nous sommes un club d'entreprises. Notre travail, c'est de mettre en relation les demandeurs d'emploi avec les entreprises. C'est une sensibilisation au niveau de la politique RSE, pour s'ouvrir sur un public en difficulté. Nous travaillons également en partenariat avec l'École du numérique de Fourmies. En outre,

nous aidons les allocataires dans leurs démarches, comme faire un CV, par exemple. » Attachés aux valeurs sociales, les membres de l'association et les allocataires présents ont manifesté leur intérêt pour les services rendus par les facteurs et le lien de proximité entretenu avec les clients. De la distribution à l'organisation des services de collecte et de remise, l'ensemble d'une journée type leur a été détaillé et une vidéo sur la logistique industrielle leur a été diffusée. « C'est une découverte. Je ne m'attendais pas à ça. Je pense que je vais postuler sur laposterecrite.fr. Ce que j'ai appris m'a donné envie de faire partie de l'équipe », admet une allocataire.

7 sites composent la plateforme Sambre-Avesnois, ce qui représente un peu plus de 200 postiers au service des habitants de ce territoire.



« Je contribue également à cette cause à travers des missions que j'effectue pendant mon temps de travail pour la Fondation, avec laquelle La Poste a conclu un partenariat. Je partage mon expérience, je donne des conseils pratiques aux allocataires et leur fais passer des entretiens pour les entraîner à trouver un emploi. Je mesure vraiment

la différence entre le premier entretien, sans conseil, et le second, avec conseils. Je leur explique le savoir-être en entreprise, aussi important que le savoir-faire. C'est une plus-value pour l'association de pouvoir travailler avec des employés expérimentés et d'univers différents. »

Christophe Vermelle, responsable d'équipe FACE sur le site de Liévin



#décarboner

Accélérer le déploiement des véhicules électriques

Parce que la transition écologique et énergétique fait l'objet d'un réel engagement de la part de la Banque des Territoires et du groupe La Poste, les deux partenaires ont créé Movivolt, une entreprise visant à accélérer le déploiement de véhicules électriques en France.

Movivolt propose une offre de location longue durée (LLD) de véhicules électriques ou hybrides à destination des entreprises (artisans, commerçants, TPE, PME, entreprises de taille intermédiaire, grands comptes) et des collectivités. La création de cette nouvelle entreprise répond à un double enjeu : d'une part, accompagner opérationnellement les entreprises et collectivités vers une adaptation aux zones à faibles émissions (ZFE), d'autre part, accélérer le déploiement de mobilités douces sur l'ensemble des territoires, qui constitue l'un des objectifs majeurs du plan de relance de la Caisse des Dépôts.

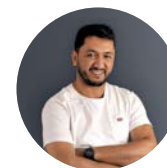
Le maintien de l'activité professionnelle en ZFE : un enjeu majeur

Dans le cadre des dispositions de la loi « Climat et Résilience », ces ZFE devraient être étendues à toutes les agglomérations de plus de 150 000 habitants d'ici à 2024.

Dans ces territoires, la circulation des véhicules les plus polluants est ou sera progressivement limitée. Pour être en mesure de maintenir sereinement leur activité dans ces périmètres géographiques, les professionnels et les collectivités doivent d'ores et déjà trouver une alternative à l'usage de leurs véhicules thermiques. Leur objectif est de trouver une solution simple, rapide et à coût raisonnable pour s'adapter à ces nouvelles limitations.

Accompagner les collectivités et les professionnels

Movivolt permet aux professionnels et collectivités d'amorcer de manière éclairée la conversion de leurs véhicules électriques rapidement, simplement et à coût raisonnable, avec une offre complète qui repose sur trois piliers : un accompagnement sur mesure, des services au quotidien et un parcours digital simplifié.



« La livraison de courses et de repas nécessite des moyens de transport adaptés. Nos 10 scooters devenaient insuffisants et nous souhaitions continuer à limiter notre empreinte carbone. Franck Cislino, délégué au développement du groupe La Poste dans les Hauts-de-France, m'a parlé de Movivolt. Le choix de cette solution a été une évidence, d'autant plus qu'elle inclut tout le matériel nécessaire au transport de marchandises

et de plats chauds. Nous démarrons dès juillet avec 10 Yaris hybrides fabriquées dans le Nord et 10 camionnettes électriques pour livrer les commandes en grande quantité. Pour continuer notre développement sur tout le territoire français, d'ici à deux ans notre besoin passera à plus de 550 véhicules. »

Abderrahim Taoufiq-Allah, cofondateur de FeedMi France



À l'horizon 2025, Movivolt a pour objectif d'atteindre une flotte de **10 500** véhicules électriques en France.

#dynamiser

50 millions d'euros pour financer les start-up

En juillet 2021, le groupe La Poste a créé un fonds de capital venture de 37 millions d'euros, porté à 50 millions d'euros récemment, pour participer au financement de la croissance des start-up.

La création du capital venture corporate La Poste marque une avancée importante dans la collaboration entre les start-up et le groupe La Poste. Doté de 50 millions d'euros, ce fonds ambitionne d'accompagner 20 à 25 projets avec un ticket pouvant aller de 300 000 euros à 3 millions d'euros. Le fonds s'adresse à des start-up qui souhaitent réaliser leur levée de fonds, donc à des start-up ayant déjà identifié leur modèle économique (avec un produit ou un service développé et un portefeuille de clients existant). La vocation du fonds est d'intervenir en partenaire dans le tour de table comme actionnaire minoritaire : la détention cible est de 10% à 25% des sociétés au démarrage. Parmi les éléments de sélection, les membres du comité d'engagement sont particulièrement attentifs à la prise en compte de critères environnementaux, sociaux et de gouvernance dans le projet pour qu'il soit parfaitement cohérent avec la stratégie du groupe. Les domaines étudiés, qui font

écho à la stratégie de transformation et de diversification du groupe La Poste, sont les suivants : la santé et le bien-être (l'e-santé et l'accompagnement du parcours de santé), la logistique augmentée (développer de nouveaux moyens de livraison propres et collaboratifs), les villes et territoires verts (développer l'attractivité des territoires avec l'économie circulaire, l'écomobilité et la transition énergétique). D'autres sujets sont aussi concernés : le phygital (la combinaison d'un lien physique avec les clients mais également en ligne) et la digitalisation (accélérer les transformations de La Poste et optimiser le parcours client). La Poste Ventures répond à plusieurs objectifs pour l'entreprise, tels que l'identification de nouveaux business de diversification en lien avec les orientations stratégiques du groupe et l'anticipation des évolutions de différents secteurs.



« Avec la création du fonds La Poste Ventures, La Poste complète son dispositif d'accompagnement des start-up et peut dorénavant participer financièrement au développement de ces dernières à leurs débuts, un moment crucial de leur croissance. Depuis huit ans, le groupe La Poste collabore avec les start-up, notamment au travers de son programme French IoT, solutions connectées à impact, mais aussi

de Coups de cœur #FemmesduNumérique ou platform58, l'incubateur de La Banque Postale. Aujourd'hui, le dispositif est bien rodé et bénéficie à l'économie régionale et à l'accélération de la transformation profonde de La Poste. »

Franck Cislini, délégué au développement du groupe La Poste dans les Hauts-de-France



EN SAVOIR PLUS
<https://bit.ly/3M7krXI>

#connecter

Stéphanie, première postière conseillère numérique dans les Hauts-de-France

Depuis le 19 avril dernier, Stéphanie Rodrigues, basée dans la Somme, est la première conseillère numérique à La Poste dans les Hauts-de-France. C'est un élément de plus dans la lutte contre l'illectronisme.

Après une formation d'une durée de trois mois, dispensée par Webforce, Stéphanie est prête à accompagner les usagers peu à l'aise avec Internet

vers une autonomie numérique. Au cours de cette formation, Stéphanie a déjà eu l'opportunité de les accompagner régulièrement, sur les sujets qu'elle maîtrisait, dans le bureau de Roye, où elle exerce actuellement ses nouvelles missions. À terme, ce sera sur différents sites, même non relatifs à La Poste, qu'elle viendra en aide aux usagers sur le numérique dans toute sa globalité... y compris aller sur YouTube ou chercher un logement! En 2022, La Poste va déployer 100 conseillers numériques, dans 800 points de contact sur l'ensemble du territoire national.



Stéphanie, première conseillère numérique dans les Hauts-de-France.

Ali, facteur-guichetier : un homme, deux casquettes

Début 2022, le bureau de poste d'Agnetz dans le hameau de Ronquerolles, s'est transformé pour devenir un bureau « facteur-guichetier ».

À l'instar des autres facteurs-guichetiers qui ont aussi été installés dans le même secteur, à Breuil-le-Sec, Fitz-James et Bury, Ali a pris ses nouvelles fonctions au sein du bureau d'Agnetz.

Après une expérimentation nationale menée dans une cinquantaine de communes en 2014, La Poste a étendu le dispositif de « facteur-guichetier » à plusieurs communes des Hauts-de-France dès 2016. En exerçant le métier de facteur-guichetier, au service de la présence postale dans un territoire rural, Ali a déployé au quotidien l'offre postale dans sa globalité et au plus près des clients : un métier, deux activités! Aujourd'hui la région compte 91 facteurs-guichetiers.



Ali, facteur-guichetier au bureau de poste d'Agnetz.

« La jeunesse est multiple mais partage une même expérience des fragilités. »

MINI-CV

Professeur
de sociologie

Directeur de la Graduate
School Sociologie
et Science Politique de
l'université Paris-Saclay.

Spécialiste des mobilités
sociales, des politiques
éducatives et de
la jeunesse.

Auteur de *Pour une
politique de la jeunesse*,
paru aux éditions
du Seuil en 2022.



RÉFLEXIONS

Pour le sociologue **Camille Peugny** les difficultés rencontrées par les jeunes entre 16 et 25 ans peuvent créer de la défiance envers les institutions. Un risque qui appelle une nouvelle manière de penser et d'accompagner cette génération en quête d'insertion.

Pouvez-vous nous dresser le portrait-robot de la jeunesse ?

C'est assez compliqué car il n'y a pas « une » mais des jeunesses.

Les personnes nées au même moment n'ont pas la même façon de penser et n'affrontent pas les mêmes problématiques, selon leur origine sociale, géographique ou ethnique. Les jeunes urbains issus des cités populaires souffrent, par exemple, de discrimination sur les marchés de l'emploi et du logement. De leur côté, pour accéder aux études de leur choix et exercer un métier qui les intéresse, les jeunes ruraux doivent souvent abandonner leur territoire d'origine et leurs relations sociales.

Dès lors, quels sont les points communs de la jeunesse ?

On associe la jeunesse à une tranche d'âge dans laquelle les individus partagent une même expérience des fragilités. Entre 16 ans, âge auquel la scolarité n'est plus obligatoire, et 25 ans, celui de l'accession à la protection sociale intégrale, les jeunes qui souhaitent devenir autonomes et indépendants, dans les faits, ne peuvent bien souvent que compter sur leur famille. Cela maintient une dépendance non souhaitée et reproduit les inégalités liées à l'aide financière apportée par les parents. La présence des étudiants salariés aux distributions de la Banque alimentaire a révélé cette fragilité. Cette précarité peut encourager la défiance des jeunes envers les institutions.

Il existe pourtant de nombreux dispositifs nationaux et locaux d'accompagnement qui leur sont destinés...

Certes mais ils peuvent être difficilement lisibles et compréhensibles. Pour sortir les jeunes de l'urgence et de l'angoisse de l'insertion, il faut privilégier des dispositifs d'aide universels et une logique d'expérimentation. Au Danemark, par exemple, l'État finance six ans d'études rémunérées (800 euros par mois) à tous les jeunes de 18 ans ayant l'équivalent du baccalauréat. Cela permet à chacun de s'émanciper en bénéficiant d'un droit à l'erreur.

Comment les acteurs publics et économiques peuvent-ils contribuer à cette véritable politique de la jeunesse ?

Les territoires ont besoin d'une impulsion de l'État pour réduire les inégalités et comptent aussi sur les acteurs économiques, très complémentaires du système éducatif, pour la formation. Il faut toutefois que cela dépasse les pures logiques d'employeur qui enferment parfois les jeunes dans les filières professionnelles locales. Les entreprises peuvent agir en ce sens et ainsi être vraiment utiles. La politique sociale inclusive menée par le groupe La Poste, qui favorise l'intégration professionnelle des jeunes et l'égalité des chances, peut en être une des illustrations.